

ASSOCIATION FEMMES & ENFANTS

WOMEN & CHILDREN ORGANIZATION

RAPPORT D'ACTIVITES 2021

2021 ANNUAL REPORT



SOMMAIRE

ACRONYMES.....	5
ACKNOWLEDGEMENTS	6
REMERCIEMENTS	8
APERÇU DE L'ORGANISATION	10
RESUME.....	14
INTRODUCTION	17
INTRODUCTION	19
PREMIERE PARTIE : ACTIVITES REALISEES	21
I. TRAVAIL EN MILIEU JEUNE	21
A. Participation à la célébration de la fête de la jeunesse	21
B. Journée de l'enfant africain et conseil pour les vacances	23
C. Célébration de la Journée des Droits de l'Enfant	24
D. Planification Familiale.....	25
E. Célébration de la journée internationale de la fille.....	25
F. Celebration of the International Day of the Girl Child.....	26
G. Diner débat sur les problèmes de sexualité à l'école	28
H. Le Mois du SIDA.....	29
II. TRAVAIL AVEC LES ENFANTS A BESOINS SPECIAUX : LE CAS DES ENFANTS PORTEURS DE HANDICAP MENTAL	35
III. ACTIVITES MENEES AVEC LES FEMMES.....	36
A. Parents et émi-immigration clandestine.....	36
B. Célébration de la Journée Internationale de la Femme (8 mars)	37
C. La microfinance au service de l'autonomisation des femmes	40
D. Célébration de la famille : Familles camerounaises, paix et stabilité sociale	41
E. Joursd'activisme contre les violences faites aux femmes	42
F. LA JOURNEE DE LA FEMME RURALE	44
IV. ACTIVITES MENEES EN COLLABORATION AVEC LES AUTRES ACTEURS ET OSC	45

A.	Gouvernance locale, décentralisation et BIP	45
B.	Evaluation participative sur le genre, l'âge et la diversité avec l'UNHCR.....	46
C.	Encadrement des femmes en politique	46
D.	Les violences électorales, comportements et facteurs conflictogènes : enjeux de la prévention des risques »	
	47	
1.	Atelier de formation des observateurs et observatrices des violences électorales	47
2.	Le vote comme moyen d'amélioration de la gouvernance politique.....	48
3.	Atelier de présentation de la revue trimestrielle des activités de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto juvénile dans le Littoral	
	49	
4.	Journée de réflexion sur les Droits des Enfants.....	50
5.	Participation à la rencontre d'information sur PROCIVIS	51
6.	Séminaire atelier sur la médiation avec ONU FEMMES	52
7.	Activités de formation/renforcement des capacités organisées par AFE	52
a.	Projet SIMO avec 1MA.....	53
b.	Formation de 10 animateurs du MINJEC	53
c.	Formation des jeunes filles Leaders à la PF	53
d.	Formation de 33 cadres des DAJEC 1 et 5 à la sensibilisation du SIDA.....	53
	DEUXIEME PARTIE : RESULTATS OBTENUS ET LEÇONS APPRISES.....	55
I.	LES PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS	55
A.	Les institutions et organisations de plus en plus réceptives	55
B.	Collaboration améliorée avec les pouvoirs publics	55
C.	Un nombre de plus en plus important et diversifié de la cible	56
D.	Intérêt accru pour les questions touchant à la sexualité.....	56
E.	Reconnaisances internationales.....	58
II.	DIFFICULTES RENCONTREES	58
A.	Prise en charge des prestations notamment des formations	58
B.	Difficulté à mettre en place une équipe et la stabiliser	58
C.	Difficultés à mettre en place des clubs d'action/animation sur la vie et l'amour	
	58	

D. Manque criard de ressources financières.....	59
E. La prévalence des préjugés.....	59
F. Faible sensibilité des entreprises	59
G. Les questions d'identité genre et d'orientation sexuelle en milieu scolaire	59
H. Difficulté de publication et de diffusion	60
III. Les constats et nouveaux défis.....	60
A. Défis liés au contexte socioculturel et politique.....	60
B. Défis liés au travail d'AFE	62
1. Le fonctionnement de l'organisation	62
2. Le renforcement des capacités	62
3. La non prise en compte de notre activité	63

RAPPORT D'ACTIVITES 2018

ACRONYMES

1MA : Un Monde Avenir
AFE : Association Femmes Et Enfants
ALTER U : Alternatives Urbaines
ANAJEHCAM : Association Nationale des Jeunes Handicapés du Cameroun
BTC : Building Together Cameroon
BUNEC : Bureau National de l'Etat-Civil
CNJC : Conseil National Des Jeunes Du Cameroun
CNLS : Comité Local De Lutte Contre Le Sida
DAJEC : Délégation D'Arrondissement de La Jeunesse Et Education Civique
DAPROFF : Délégation D'arrondissement De La Promotion De La Femme Et De La Famille
DVD : Dos Et Ventre Dehors
EMAPUR : Equipe Mobile D'animation Populaire Urbaine Et Rurale
GICAM : Groupement Inter patronal du Cameroun
GIZ : Service de Coopération Allemande
IAS : International AIDS Society
IST : Infection Sexuellement Transmissible
LUCOVIFA : Association Pour La Promotion De La Lutte Contre Les Violences Faites Aux Femmes Et La Participation Au Développement De La Femme Africaine
MCM : Mouvement Camerounais Des Mères
MINAS : Ministère Des Affaires Sociales
MINJEC : Ministère De La Jeunesse Et Education Civique
MINPROFF : Ministère De La Promotion De La Femme Et De La Famille
ODD : Objectifs De Développement Durable
OMS : Organisation Mondiale De La Sante
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONU FEMMES : Organisation Des Nations Unies Pour Les Femmes
OSC : Organisation De La Société Civile
PR : Président De La République
PROCIVIS : Programme d'Appui à la Citoyenneté Active
SMI : Sante Maternelle Et Infantile
VCD : Ventre Et Dos Dehors
VBG : Violence Basée Sur Le Genre
VIH/SIDA : Virus De L'immunodéficience Humaine/ Syndrome De L'immunodéficience Acquise
WP : Word Pulse

ACKNOWLEDGEMENTS

A famous Bantu proverb says, "One hand can't tie a bundle"; this report is a patent illustration. In fact, it is the fruit of permanent and sustained collaboration of various institutions and several persons of good will who sacrificed directly or indirectly their time, intelligence and wisdom and most especially their financial contributions.

The women and children organization through the voice of her president and on behalf of all her members and technical staff inclusive, takes this opportunity of assessment to express their deep gratitude to them.

Our immense gratitude goes particularly to developmental organizations that work in partnership with Cameroon like:

- ✓ **CORDAID (Dutch Organization)** whose support has really enabled us to restore our reputation.
- ✓ **GIZ (German Organization)** whose awareness tools, 2000 booklets dealing with the answers to frequently asked questions by adolescents have been on great help to us.
- ✓ **International AIDS Society** a global platform of AIDS actors that has made the president of AFE, a member of this prestigious organization since July 2018.
- ✓ **Women Thrive, Word Pulse, UN WOMEN** and many others.

Equally, gratitude goes in a special way to some delegations in the Wouri division especially at the level of the sub- divisions such as MINPROFF, MINJEC, and MINSANTE for their institutional sponsorship and facilitation in the field.

Several Civil Society Organizations (CSOs) deserve our heartfelt thanks; sincere thanks goes to the NGO UN MONDE AVENIR, WILPF, ANAJEHCAM, ALTERNATIVES URBAINES (AlterU) whose sense of collaboration and sharing as well as opportunities to strengthen the capacity of our members through training workshops, debates and other enriching conferences.

The private sector in Cameroon, in its momentum of citizenship is and still remains a great hope for women and children. In this light, our immense gratitude goes to **GICAM, EMPLOI SERVICE** for their permanent support.

Profound gratitude goes to the names mentioned below who supported us with constructive suggestions and contributions. These persons are;

- **Rev SIS ANTONNETA VAN WINDEN (France)**
- **Hubert Rémi NGUEHA (USA)**

- **Georgette KWOKAM KAYO (USA)**
- **MAURICE BOUESSO (CONGO BRAZZAVILLE)**
- **PHILIPPE NANGA**
- **AIME ODETTE NDASSI**
- **ROMAIN KODIA**
- **J.M. TAKONE**
- **TCHUENTE MICHEL**
- **LYDIENNE NKALEU**

It will be inconvenient if we forget to thank in a special way, all the officials, students, high schools and private colleges, universities as well as other institutions, and finally vocational training centers that trusted the activities we carried out and opened their doors to us.

**For Women and Children Organization,
Pauline MATCHIM KENMOGNE**

RAPPORT D'ACTIVITES

REMERCIEMENTS

« Ensemble, nous sommes plus fortes ». Voilà ce qui illustre bien le travail que nous présentons en cette fin d'année 2021. Les questions sociales se posent avec acuité, et chaque association selon son domaine d'activités, sa vision, sa mission, ses objectifs, ne ménage aucun effort pour aller sur le terrain pour mettre en œuvre la politique gouvernementale, et apporter ainsi sa pierre à la construction de cet édifice qui est le Cameroun. L'Association Femmes et Enfants est elle aussi dans les feux de l'action.

Ce rapport d'activités est le fruit de la collaboration permanente et soutenue de diverses institutions et plusieurs âmes de bonne volonté qui ont sacrifié, directement ou indirectement, quid de leur temps, quid de leur intelligence et sagesse, quid des modestes contributions financières et logistiques, et j'en oublie...

L'association Femmes et Enfants (AFE), par la voix de sa présidente et au nom de tous ses membres ainsi que de son staff technique, ses bénévoles, saisit cette occasion de bilan pour leur exprimer sa profonde gratitude.

Particulièrement, nos sentiments de gratitude vont à l'endroit des organisations de développement partenaires du Cameroun à l'instar de :

- ✓ **CORDAID** (Organisation néerlandaise) dont le soutien nous a véritablement permis de redorer notre blason de guerre,
- ✓ **GIZ** (organisation allemande)
- ✓ **International AIDS Society**, une plateforme mondiale des acteurs du SIDA qui a fait de la présidente d'AFE, membre de cette prestigieuse organisation depuis juillet 2018 ;
- ✓ Urgent -Action Fund

- ✓ **WomenThrive, Word Pulse, ONU FEMMES** et bien d'autres ne sauraient être en reste.

Tout aussi spécialement, certains sectoriels du département du Wouri particulièrement au niveau des arrondissements notamment du MINPROFF, du MINJEC et du MINSANTE par leur parrainage institutionnel, leur facilitation sur leur terrain, forcent notre admiration et notre gratitude.

Plusieurs Organisations de la Société Civile (OSC) locale méritent nos tendres et sincères remerciements, nous pensons notamment à **I'ONG UN MONDE A VENIR, ANAJEHCAM, Alternatives Urbaines (AlterU)**

Building Together Cameroon (BTC) dont le sens de la

collaboration et de partage ainsi que des occasions de renforcer des capacités de nos membres par les ateliers de formation, et autres conférences nous auront été très enrichissants.

Le secteur privé camerounais, dans son élan de citoyenneté, reste et demeure un grand espoir pour la cause des femmes et des enfants, à cet égard, notre regard porte toujours vers les inconditionnels tels **GICAM, EMPLOI SERVICE** pour leur soutien permanent.

Au demeurant, notre profonde gratitude va à toutes les personnes dont les noms suivent et qui n'ont ménagé aucun effort dans la réalisation des activités à travers leurs suggestions constructives et leurs contributions de tous ordres. Il s'agit de :

- ✓ **SŒUR ANTONNETA VAN WINDEN (France)**
- ✓ **Hubert Rémi NGUEHA (USA)**
- ✓ **Georgette KWOKAM KAYO (USA)**
- ✓ **MAURICE BOUESSO (CONGO BRAZZAVILLE)**
- ✓ **PHILIPPE NANGA**
- ✓ **AIME ODETTE NDASSI**
- ✓ **ROMAIN KODIA**
- ✓ **J.M. TAKONE**
- ✓ **TCHUENTE MICHEL**
- ✓ **LYDIENNE NKALEU.**

Nous aurons des remords si nous omettons de remercier spécialement tous les responsables, élèves et étudiants des lycées, collèges privés laïcs, Universités et grandes écoles, centres de formation professionnelle et toutes les autres institutions qui nous font confiance dans la mise en œuvre de nos activités en nous facilitant l'accès dans leurs établissements respectifs.

Pour l'Association Femmes et Enfants,
Pauline MATCHIM KENMOGNE

APERÇU DEL'ORGANISATION

Nom de l'organisation :

Association Femmes et Enfants (AFE)

Statut juridique :

Association déclarée sous le récépissé N°063/RDDA/C19/BAPPdu 7 Mars 1996 à la Préfecture du Département du Wouri.

Age

Vingt-trois(23) ans au service des femmes et des enfants

Vision de l'Association

Un monde sans discrimination aucune envers les femmes et où les droits des enfants sont respectés.

Les objectifs

- ✓ Promouvoir et défendre les droits des femmes et des enfants à travers l'éducation, la sensibilisation et la médiation
- ✓ Améliorer les pouvoirs économiques et sociopolitiques des femmes comme facteur d'autonomisation
- ✓ Faire entendre la voix des femmes et des enfants auprès des pouvoirs publics

Domaines d'intervention :

- ✓ Droits de l'enfant
- ✓ Droits de la femme (lutte contre les violences basées sur le genre, les IST/SIDA, droits sexuels et reproductifs, planification familiale...)
- ✓ Travail de résilience
- ✓ Plaidoyer /Lobbying

Zones d'intervention couvertes (Cameroun)

- ✓ Région du Littoral
- ✓ Région du Sud-ouest

Les organes de gouvernance

- ✓ L'assemblée générale qui est l'organe suprême de délibération
- ✓ Le bureau exécutif qui est l'organe d'animation permanent de l'organisation

Groupes cibles

- Les services déconcentrés de l'Etat
- Les Organisations de la société civile
- Les écoles, collèges, lycées, centres de formations,
- Les églises, les foyers,

Bénéficiaires finaux

- Les filles-mères, élèves, étudiant(e)s, les adolescent(e)s, les enfants de la rue, les orphelins et enfants vulnérables(OEV),
- Les enfants vivants avec un handicap,
- Les personnes vivant avec le VIH

Adresse :

- **Personne responsable :** KENMOGNE MATCHIM Pauline
- **Téléphone :** +237 674 384 826 / 699 849 556
- **Email :** afemesenfants@yahoo.fr
- **Siège :** Boulevard de la République, lieu dit Ecole publique DEIDO

Almost without resources, Women and Children Organization presents the year 2018 with a rather positive balance sheet as evidenced by this report.

Taking into account the absence of donors throughout the year, achievements were centered on the major events of the year which served as a framework for awareness raising, education, training and on critical issues related to the youths, adolescents, and women.

In its strategy, the areas where we find most young people were privileged namely in colleges, high schools, universities, training institutions, churches and some families.

This hard work carried during the year by the association's technical staff, three main points make it possible to highlight its quintessence.

A. MAIN ACHIEVEMENTS

They can be seen at three levels that is working with young people, women, and other organizations.

❖ Work with youth (girls and boys)

It was through the major events concerning young people that the association implemented her strategy with regards to children on the commemoration of the National youth day, International day of the African child, International day of the girl child, family planning and the AIDS month. The association relies on meetings, radio broadcasts, publications, caravans in institutions.

The main topics discussed during these days focused on deviance among youths, risky behavior (drugs, prostitution, indecent dressing) sexual education and reproductive health, school-based sexuality issues, family planning, and the care of children with specific needs.

❖ Working with women

With regards to work done with women, as with the previous axis, it was centered on major events.

Sensitization campaigns were carried out with regards to the International day of the woman celebrated on March 8 on the challenges of empowerment, family planning as well as responsible behaviors. The Association also had interactive discussions with women on the theme

« parents and clandestine migration ». Added to that, we were strongly involved in the activities of the 16 days of activism to end violence against women through sensitizations in schools, colleges as well as churches.

❖ **Collaborative action with other actors**

As concerns working with in collaboration with other actors such as local NGOs, development partners and institutions, we can retain the capacity building and training activities on:

- ✓ Local governance and PIB
- ✓ Supervision of women in politics
- ✓ Electoral violence and conflicting factors
- ✓ Observation of electoral violence
- ✓ Voting and governance
- ✓ Conflict mediation with UN WOMEN
- ✓ Information on PROCIVIS
- ✓ Bi annual review of activities to combat Neonatal, Infant juvenile and Maternal Mortality

B. Results achieved and lessons learned

From the main results achieved throughout the year, we can retain the following:

- ✓ Institutions and organizations were increasingly receptive.
- ✓ Improved collaboration with public authorities.
- ✓ Increasingly large and diversified target population
- ✓ Increased interest on issues related to sexuality
- ✓ International recognition of AFE with two distinctions during the year.

It should not go under cape that the main difficulties encountered were as follows:

- ✓ A prise en charge of services especially training services.
- ✓ Difficulty in setting up a stabilized team.
- ✓ Difficulty in setting up action and animation clubs to educate on life and love.
- ✓ Lack of financial sources.
- ✓ Prevalence of prejudice.
- ✓ Low corporate sensitivity.
- ✓ Questions on gender identity and sexual orientation within the school milieu.

In this light, emerging perspectives need to be highlighted.

- ✓ Working in search of opportunities to build capacity of members to respond to new challenges.
- ✓ Putting more emphasis on seeking partners to support our activities over time (at least over one year).
- ✓ Reflect on the mechanisms of youth sensitive health services in the Cameroonian context, particularly in health and sexual reproduction.
- ✓ Contribute to a better integration of sexual education in to the school curricula in Cameroon by organizing a symposium on the topic.

RESUME

Presque sans ressources, l'AFE présente une année 2018 avec un bilan assez positif comme en témoigne le présent rapport.

En effet, prenant en compte l'absence d'un bailleur de fonds au cours de l'année, les réalisations ont été concentrées autour des grands événements de l'année qui ont servi de cadre de sensibilisation, d'éducation, de formation et d'interpellation au sujet des problèmes cruciaux liés aux jeunes, aux adolescents et aux femmes.

Dans sa stratégie, les lieux où l'on trouve le plus des jeunes ont été privilégiés à savoir les collèges, lycées, les institutions universitaires de formation, les églises et quelques familles.

De ce travail acharné mené au cours de l'année par le staff technique de l'AFE, trois principaux points permettent de mettre en relief sa quintessence.

A. Les principales réalisations

Elles se situent à trois niveaux : le travail avec les jeunes, les femmes et avec les autres organisations.

❖ Le travail avec les jeunes (filles et garçons)

C'est à travers les grands événements concernant les jeunes qu'AFE a déployé sa stratégie notamment lors de la fête de la jeunesse, de la journée de l'enfant africain, la journée internationale de la jeune fille, du planning familial et du mois du SIDA. Elle s'est appuyée sur les réunions, les émissions radio, les publications, les caravanes dans les établissements.

Les principaux sujets abordés au cours de ces journées ont porté sur les déviances en milieu jeune, les comportements à risque (les drogues, la prostitution, habillement indécent,) l'éducation sexuelle et la santé de reproduction, les problèmes de sexualité en milieu scolaire, la planification familiale, l'encadrement des enfants à besoins spécifiques.

❖ Travail avec les femmes

En ce qui concerne le travail avec les femmes, comme pour le précédent axe, il s'est déroulé autour des grands événements.

La sensibilisation des femmes à l'occasion de la fête du 8 mars sur les défis de l'autonomisation, la planification familiale et les comportements responsables. AFE a également eu des échanges avec les femmes sur « parents et émi-immigration clandestine ». Bien plus, le staff d'AFE s'est fortement impliqué dans les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes pour mener des activités de sensibilisation dans les écoles, collèges et les églises.

❖ Travail en collaboration avec les autres acteurs

Pour ce qui est du travail avec les autres acteurs notamment les ONG locales, les partenaires au développement et les institutionnels, on peut retenir les activités de renforcement des capacités et de formation portant sur :

- ✓ La gouvernance locale et le BIP
- ✓ L'encadrement des femmes en politique
- ✓ Les violences électorales et les facteurs conflictogènes,
- ✓ L'observation des violences électorales
- ✓ Le vote et la gouvernance
- ✓ La médiation des conflits avec l'ONU-FEMMES
- ✓ L'information sur le PROCIVIS
- ✓ La revue semestrielle des activités de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale, infanto-juvénile

B. Les résultats obtenus et leçons apprises

Par les principaux résultats retenus au cours de l'année on peut retenir :

- ✓ Les institutions et organisations de plus en plus réceptives
- ✓ La collaboration améliorée avec les pouvoirs publics
- ✓ Un nombre de plus en plus important et diversifié de la cible.
- ✓ Un intérêt accru pour les questions touchant à la sexualité.

- ✓ Reconnaissances internationales d'AFE avec deux distinctions au cours de l'année

Il convient de ne pas passer sous cape les principales difficultés rencontrées

- ✓ Prise en charge des prestations notamment des formations
- ✓ Difficulté à mettre en place une équipe et la stabiliser
- ✓ Difficultés à mettre en place des clubs d'action/animation sur la vie et l'amour.
- ✓ Manque criard de ressources financières
- ✓ La prévalence des préjugés
- ✓ Faible sensibilité des entreprises
- ✓ Les questions d'identité genre et d'orientation sexuelle en milieu scolaire.

Les perspectives qui émergent méritent d'être mises en relief

- ✓ Travailler dans la recherche des opportunités de renforcement des capacités des membres pour répondre aux nouveaux défis
- ✓ Mettre un accent dans la recherche des partenaires à même de soutenir nos activités dans la durée (au moins sur un an).
- ✓ Réfléchir sur les dispositifs des services sanitaires sensibles aux jeunes dans le contexte camerounais particulièrement en matière de santé sexuelle et de reproduction.
- ✓ Contribuer à une meilleure intégration de l'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires au Cameroun par l'organisation d'un colloque à ce sujet.

INTRODUCTION

The performance and professionalism required of any serious organization pushes the Women and Children Organization to come up with an annual report.

This report which marks the end of the year 2018 focuses on a dual objective. First, it aims to inform and report to its various partners. Secondly, for the organization to carry out a self-evaluation, in order to draw from the shortcomings of the present to improve the future.

Its development process is based on the compilation of reports, actions and missions that were carried out within the organization throughout the year. Moreover, coming up with a final report is the subject of internal discussions.

For this year which just ended, the Association has remained constant in its routine areas of interest which are sexual education and reproduction, family planning, gender-based violence.

It is important to note that one of the most significant events of the year 2018 was the controversy surrounding a text book introduced in the school curriculum of Form 2 students. The said textbook presented a chapter on the fight against emerging behaviors harmful to reproductive health, with images that shocked the civil society and most of all parents to the extent where the children saw the pages of the chapter « cut off » with confirmation from the government. From these facts, this question arises; should sexual education be taught in schools? Why and how?

These discussions have reinforced our strategic choices and pedagogical orientations. Sexual education is an integral part of EDUCATION which is a universal right. Its integration in to the school curricula is not a subject of debate. The right questions revolve around what and how. In other words, we must adapt it to our context and take in to account the ages and the level of children's knowledge.

Sexual and reproductive health education, family planning, HIV/AIDS and STIs, gender-based violence, rights of the child and of the girl remain the leitmotif of our activities.

In all, our activities bring to limelight the international commitments with the Cameroonian government and particularly sustainable development goals (SDGs).

This is how we will contribute to achieving SDG 3 AND SDG 4.

SDG 3: Enable everyone to live in good health and promote the well-being of all in all the age groups. By 2030, reduce the global maternity rate to below

71 per 100,000 births and to ensure universal access to sexual and reproductive health services, including family planning, information and education and the inclusion of reproductive health in national strategies and programs.

SDG 4: Ensure access for all to quality education on an equal basis and promote lifelong learning opportunities. By 2030, ensure that all girls and boys are on an equal footing, have

access to a full cycle of free and quality primary and secondary education that leads to meaningful learning. By 2030, ensure that all girls and boys have access to early childhood development, care and preschool education that prepares them for primary education.

Thus, our report is centered on two main broad parts:

- ❖ The activities carried out which constitutes the description of strategies deployed during the year.
- ❖ The results obtained and lessons which constitute the second dimension of this report.

INTRODUCTION

Les exigences de performance et de professionnalisme qui s'imposent à toute organisation qui se veut sérieuse, obligent l'Association Femmes et Enfants(AFE) à produire annuellement son bilan de santé.

Le présent rapport qui marque la fin de l'année 2018 intervient dans ce sens. Il vise un double objectif. D'abord informer et rendre compte à ses différents partenaires. Deuxièmement et enfin procéder à notre propre autoévaluation afin de tirer partie des limites du présent pour améliorer le futur.

Sa démarche d'élaboration s'appuie sur la compilation des rapports des actions et des missions, qui sont effectuées au sein de l'organisation au cours de l'année. Au demeurant la production du rapport final fait l'objet des discussions internes.

Pour cette année qui vient de s'achever, AFE est restée constante dans ses centres d'intérêts de routine à savoir l'éducation à la sexualité et à la reproduction, la planification familiale, les violences basées sur le genre.

Rappelons en effet que l'un des faits les plus marquants de l'année 2018 aura sans doute été la grande polémique qui a eu lieu autour d'un livre inscrit au programme de SVT de la classe de 5^{ème}. Le livre querellé a présenté un chapitre sur la lutte contre les comportements émergents néfastes à la santé de la reproduction, avec des images qui ont choqué si non la société civile, du moins les parents, au point où tout s'est soldé par la « coupure » de ses pages des livres des enfants par les parents, confirmé par le gouvernement. A partir de ces faits, des questions se posent. Faut-il enseigner l'éducation sexuelle à l'école ? Pourquoi et comment ?

Ces discussions sont venues nous conforter dans nos choix stratégiques et nos orientations pédagogiques. L'éducation à la sexualité fait partie intégrante de **L'EDUCATION** qui est un droit universel. Son intégration dans les programmes scolaires n'est pas un sujet de débat. Les bonnes questions tournent autour du quoi et du comment. Autrement dit, nous devons l'adapter à notre contexte et tenir compte des âges ainsi que du niveau des connaissances des enfants.

L'éducation à la sexualité et à la santé de reproduction, la planification familiale, le VIH/SIDA et les IST, les violences basées sur le genre, les droits des enfants, des filles et des garçons sont restés le leitmotiv de nos activités.

Nos activités rentrent en droite ligne des engagements internationaux du gouvernement camerounais particulièrement des Objectifs de Développement Durable(ODD).

C'est ainsi que nous contribuerons à atteindre les **ODD 3 et ODD 4**.

L'ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge. D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 71 pour 100 000 naissances, et assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à de fin de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux.

L'ODD 4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et les garçons suivent sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile. D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire.

Notre rapport est structuré autour de deux grandes parties :

- ✓ Les activités réalisées qui constituent la description des stratégies déployées au cours de l'année (Première partie).
- ✓ Les résultats obtenus et leçons apprises qui constituent la dimension analytique permettant de mettre en exergue les acquis, les difficultés rencontrées et les nouveaux défis identifiés(deuxième partie).

PREMIERE PARTIE : ACTIVITES REALISEES

L'architecture des réalisations de l'AFE au cours de l'année 2018 s'articule autour d'un certain nombre de points saillants présentés ci-dessous.

I. TRAVAIL EN MILIEU JEUNE

A. Participation à la célébration de la fête de la jeunesse

La fête de la jeunesse au Cameroun est un excellent moment de communion avec les jeunes. Cette année, elle a eu pour thème « *Jeunesse, multiculturalisme, paix et unité nationale* ». Fidèle à sa tradition, AFE y a activement pris part pour échanger avec les jeunes toute la semaine durant. Deux grands moments ont marqué son implication dans les activités :

- ❖ **Participation à la réunion de lancement tenue le 22 janvier** au parcours Vita de Douala et présidée par le Sous-Préfet de Douala V,
- ❖ **Sensibilisation des élèves et étudiants** de l'institut Universitaire de la Côte de LOGBESSOU, du Lycée Technique de Koumassi, des jeunes filles du home atelier (130) et du centre d'artisanat d'AKWA, (100) sur le thème « *Indécence vestimentaire en milieu jeune* ». Cette tribune nous a permis d'expliquer aux jeunes ce que c'est que le vêtement indécent, et d'attirer leur attention sur les risques encourus dans le port des vêtements non conventionnels (viol, prostitution...) et surtout celui de n'être pas permis d'entrer dans un service public.
- ❖ **Sensibilisation des jeunes sur les comportements déviants dans leur milieu**

L'un des temps forts de l'intervention de l'AFE lors de la semaine de la jeunesse a porté sur « la sensibilisation aux comportements déviants » dont l'objectif était de faire d'avantage comprendre aux jeunes ce qu'est la déviance, les risques qui y sont associés et surtout les attitudes idoines pour ne pas y succomber.

Concrètement, le travail a porté sur :

- **Qu'est que la déviance ?** (écart de conduite par rapport aux normes et valeurs de notre société)
 - **Quelques comportements déviants :** prostitution, alcoolisme, tabagisme, consommation des drogues, cupidité, le banditisme, le vagabondage sexuel, etc.
 - **Quelques causes de ces comportements déviants :** ignorance des règles préétablies, (citoyenneté, règlement intérieur du lycée ou du collège, etc.); le manque d'encadrement familial, la télévision, les réseaux sociaux, le mimétisme ou suivisme, la mauvaise compagnie, la faible estime de soi, la misère, et enfin le chômage, etc.
 - **Que faire pour les éradiquer (comportements à adopter) ? :**
exemples : apprendre à devenir un citoyen exemplaire (, qui connaît et respecte les lois et règlements de la république, les emblèmes, les édifices),
- ❖ **Emissions radios :** En vue de toucher davantage des jeunes, les radios ont été mises à contribution lors de la semaine de la jeunesse. A cet égard, nous retenons :
- ✓ La rencontre qui a eu lieu au quartier BOBONGO (DOUALA 3) dans le but de sensibiliser les jeunes aux problèmes de santé de la reproduction, par une émission en direct en partenariat avec la Radio VERITAS.
 - ✓ La même activité a aussi été menée le 7 février à la Paroisse Saint Basile de LOGPOM où les jeunes filles et garçons ont été éduqués sur les conseils pour réussir leur adolescence. Il s'est agi pour nous de répondre à la question : « **Peut-on réellement et intensément aimer à 14 ans ?** ». Nous avons fait la différence entre l'amour et les relations sexuelles, qui sont des termes qui se confondent en milieu jeune, et crée des blessures au sein de ce public cible.



B. Journée de l'enfant africain et conseil pour les vacances

Pour l'année 2018, le thème de la journée portait sur : « **aucun enfant laissé pour compte pour le développement de l'Afrique** ». Intervenant au mois de juin de chaque année, celle-ci coïncide, de manière globale avec la fin de l'année scolaire et le départ en vacances.

Le constat qui se dégage est que plusieurs jeunes laissés à l'abandon par les parents, se livrent à des dérives pouvant créer en eux des conséquences fâcheuses, entravant ainsi leur avenir et même leur donner la mort.

Ainsi, pour permettre aux enfants de passer les vacances saines et sans risque, AFEeffectué deux actions fortes en direction des jeunes qui méritent d'être soulignées :

- ✓ Une journée de travail avec 200 jeunes de la Paroisse sainte Monique de MAKEPE ou il a été question de parler des droits sexuels et reproductifs, ainsi que des droits de l'enfant.
- ✓ Sensibilisation des élèves et parents sur les conseils à suivre pendant les vacances. Nous sommes allés au Collège Saint Joseph de PK 10 avec le MINJEC de Douala 5. Nous y avons rencontré environ 300 jeunes filles et garçons et les avons sensibilisés pendant deux jours aux problèmes relatifs à la sexualité. Cette sensibilisation a été aussi faite au Home ateliers,(130) collège INTEG, (1000) collège IESB (1500) Lycée de

DEIDO, (3000) collège INTEG (1000); nous avons aussi profité de cet espace pour expliquer le thème de la journée de l'enfant africain.

Cœur du message aux jeunes

« Parmi les jeunes filles qui vont en vacances, certaines ne reviendront pas à cause des grossesses non désirées survenues pendant cette période ».

Soyez prudents !

C. Célébration de la Journée des Droits de l'Enfant

Le 20 novembre a été célébrée la journée des droits de l'enfant, sous le thème : « **Garantir un environnement propice à l'épanouissement de l'enfant** ». Cette journée est en fait une journée de rappel de la signature de la convention relative aux droits des enfants depuis 1989. La journée met en lumière les injustices subies par l'enfant. L'enfant a droit à un nom, une nationalité, une identité, des soins de santé, doit être protégé des maladies et autres violences etc. Pour ce faire, nous devons lutter contre la non- discrimination de l'enfant, promouvoir l'intérêt supérieur de l'enfant, leur droit de vivre et de survivre, le respect des opinions.

Cela a été une occasion unique de sensibiliser les enfants et surtout le public sur le droit des enfants, et attirer l'attention des adultes sur les abus dont les enfants sont victimes.

Toujours en ce mois, une causerie éducative a été organisée avec les jeunes filles et garçons de la Paroisse Sainte Monique de MAKEPE sur le thème : « **JEUNESSE-AMOUR-SEXUALITE** ».

A cet effet, nous avons donné aux jeunes les clefs pour faire la distinction entre les notions de jeunesse, d'amour et de sexualité qui sont souvent sources de confusion et de désordre.

D. Planification Familiale

Préjugés

Dans l'imagerie populaire, bien de personnes pensent que c'est l'Etat qui impose la Planification Familiale car il ne veut pas que les femmes accouchent.

A l'occasion de la journée de la planification familiale, (11 juillet) l'AFE a formé des leaders des associations des jeunes filles à la planification familiale à MAKEPE : 15 jeunes filles formées pour sensibiliser les autres. Il s'est agi pour la présidente de l'AFE d'expliquer à ces jeunes filles l'importance de la planification familiale et son implication aussi bien dans la vie de la famille, de la communauté et de la nation.

Lutter contre les préjugés défavorables qui disent que c'est l'Etat qui ne veut pas que les jeunes filles puissent mettre des enfants au monde. Montrer la nécessité qu'il y a d'attendre un certain âge avant de connaître la maternité ; car avant 18 ans, le bassin de la jeune fille n'a pas encore atteint sa taille normale pour porter une grossesse sans risque. Nous avons parlé des avantages d'une bonne planification familiale avec les effets sur la vie de la famille, et surtout que l'harmonie de la famille passe par la santé de la mère.

Utiliser une méthode contraceptive ne peut pas nous mettre à l'abri des IST et du VIH. En plus, il faut toujours tenir compte de ses revenus pour décider de mettre au monde un enfant. Enfin, les garçons ne prennent pas de pilule, et l'avortement n'est pas une méthode contraceptive. Au Cameroun, l'avortement est une infraction, passible de poursuites judiciaires.

E. Célébration de la journée internationale de la fille

La célébration de la 7^{ème} édition de la journée internationale de la fille (JIFI) a porté sur le thème : « **Autonomiser les filles, avant, pendant et après les crises** ». Malgré le contexte marqué par les élections présidentielles, AFE a pu dérouler les actions suivantes :

- ✓ Organisation des causeries éducatives en partenariat avec la DAPROFF au Lycée de MAKEPE (300 filles) sur le thème « **toilette intime** »

de la jeune fille ». Les autres sous thèmes étaient les grossesses précoces et non désirées, lutte contre le VIH/SIDA et IST, réduire le nombre d'avortements, encourager les demandes de soin de qualité chez la jeune fille. L'objectif de ces causeries est de faire prendre conscience aux jeunes filles de leur fragilité et de leur difficulté à atteindre leur plein potentiel. Les situations problèmes leur ont été exposés afin qu'elles comprennent pourquoi nous devons lutter contre la vulnérabilité de la jeune fille.

- ✓ Sensibilisation dans les collèges et centres de formation professionnelle : nous sommes allés au collège de la Perfection, (1200 filles et garçons) au Home ateliers, (130 filles) au centre de formation Romulus et Remus, (40 filles) centre de formation professionnelle du MINPROFF à AKWA (95 filles et 30 garçons). Soit un total de 2685 jeunes touchés. Nos conseils ont principalement porté sur la planification familiale mais auparavant, nous avons pris la peine d'expliquer le thème aux jeunes filles présentes. Dans la première partie, un constat a été fait sur les souffrances que portent les jeunes filles aussi bien au niveau sociétal, communautaire que familial. Elles sont sujettes à de nombreuses discriminations, d'où marginalisation et stigmatisation, toutes choses qui les rendent fragiles et vulnérables. Les crises sont des situations imprévues qui peuvent survenir dans la vie de toutes jeunes filles.

F. Celebration of the International Day of the Girl Child

This talk was in line with the commemoration of this year's international day of the girl child celebrated on the **11th of October** under the theme "**Empowering the girl child before, during and after crisis**". During this talk the president of the association explained to these girls what family planning is all about, its importance and lastly told them that family planning isn't only for couples but for young people who are sexually active.

In a bid to enable to understand the said topic, a pictorial presentation was done to explain to them the appropriate spacing or interval at birth, the age

to give birth, preparing child birth, methods of contraception and most importantly they were sensitized on sexually transmitted diseases and were advised to practice abstinence and safe sex. The discussion was an interactive one since the children were asking questions at every stage of the presentation in order to better understand the topic.

These girls were also told about the different contraceptive methods that exist and most importantly they were also called upon to note the following;

- ❖ Contraceptives are not taken by men but women
- ❖ Pills, coils, intra uterine device and the other forms of contraception don't stop the transmission of STDs and most especially HIV/AIDS, only condoms do prevent them.
- ❖ Finally, they were told that Zero sexual relationships lead to Zero STDs and STIs and thus Zero pregnancy.

After the presentation, the girls were shared some books on questions frequently asked by adolescents, then we took a series of pictures which marked the closure of the session.



Célébration au Home ateliers



G. Diner débat sur les problèmes de sexualité à l'école

En début d'année scolaire (2018/2019), les parents d'élèves ont été surpris par un programme d'éducation sexuelle en classe de 5^{ème}. Les éditeurs ont consacré dans le cours de SVT (Science de la vie et de la Terre) un chapitre sur l'éducation sexuelle. Dans le livre incriminé, sur les images, on y voit une femme en train d'allaiter un animal ; en outre, les termes suggestifs ont aussi été utilisés tels la sodomie, la fellation, le cunnilingus, l'homosexualité et expliqués. La leçon était intitulée : lutte contre les comportements émergents néfastes à la santé de la reproduction ; les comportements néfastes, les principales pratiques culturelles néfastes à la santé de la Reproduction tels le viol, la pédophilie, la zoophilie, l'inceste, les rapports sexuels précoces, etc.

La première réaction des parents a été de déchirer toutes les pages de ce livre. A cet effet, notre avis a été publié sur www.lavoixdukoat.com

Deux autres interventions ont été faites sur ce sujet qui a défrayé la chronique dans notre pays.

Le premier exposé a été fait devant environ 50 parents laïcs dominicains et le titre de l'exposé a porté sur : « **Problématique sur l'éducation sexuelle à l'école : le cas du livre de 5^{ème} attaqué : quel pourrait être un exemple de programme pour aborder ce thème avec les enfants de cet âge ?** »

Ce qu'il faut retenir, c'est que l'AFE est favorable à l'éducation sexuelle à l'école. Ce qui choque, ce n'est pas l'idée, mais les images et le vocabulaire non adapté selon l'âge des enfants. L'éducation sexuelle doit tenir compte de toutes ses spécificités et c'est la raison pour laquelle l'enseignant doit aller toujours du connu à l'inconnu. Ainsi l'approche pédagogique doit être toute autre c'est-à-dire respecter leurs connaissances et aller à la découverte. Peut-être aurait-on gagné à mettre ces mots uniquement dans le livre de l'enseignant ?

La deuxième rencontre a eu lieu avec les jeunes dames de l'Association **HONNEUR AUX DAMES**, avec 15 jeunes couples et en live sur Facebook, dans un restaurant de la place, sous forme de diner-débat, autour du thème : « **La sexualité dans les programmes scolaires des jeunes enfants : est-ce une nécessité ? Quelles peuvent être les conséquences ?** »

H. Le Mois du SIDA

Cette année, la communauté internationale a célébré le SIDA encore une fois. Au Cameroun, et pour la 3^{ème} édition, nous avons célébré le mois du SIDA, tel que recommandé par le MINISTRE DE LA SANTE. Le problème de cette pandémie continue de se poser avec acuité, et nous ne ménages aucun effort pour apporter notre pierre dans la lutte contre le VIH/SIDA. Cette année, le thème choisi par le Ministère de la santé est : « **Connaître son statut sérologique** ».

Ce thème ne nous a pas empêchés de prendre en compte pendant nos sensibilisations les interpellations des autres acteurs. On a par exemple le Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC) qui a proposé :

« **Impact du VIH/SIDA en milieu jeune d'ici 2030** » ; en outre, le Comité National de Lutte contre le SIDA (CNLS) avait pour thème « **Protégeons la jeune fille** »

Lors du lancement des activités marquant ce troisième mois du SIDA, à Bertoua, dans la Région de l'Est Cameroun, le Ministre de la Santé Publique a déclaré que 40 000 nouveaux cas de VIH/SIDA ont été enregistrés en 2017,

avec une incidence plus élevée chez les jeunes filles que chez les jeunes garçons. La féminisation de la maladie se confirme.

Notre sensibilisation a porté sur l'acquisition des comportements sexuels responsables, et surtout le dépistage. Les personnes dépistées à un stade précoce ont une espérance de vie plus longue.

Avant de nous lancer dans la bataille de la sensibilisation, l'Association Femmes et Enfants a tenu d'abord à former les pairs éducateurs et/ou renforcer leurs capacités en matière de connaissance et d'évolution de la maladie.

Le personnel de la DAJEC 1 et 2 ont été formé afin de les rendre plus efficace face aux questions des jeunes à sensibiliser.

Ces formations ont eu lieu le jeudi 22 novembre pour le DAJEC 1 dans les services départementaux sis au 4^{ème} étage de l'immeuble KASSAP en présence de Mme le Déléguée du DAJEC, et le vendredi 29 novembre au siège de la DAJEC 5 sis à LOGPOM dans l'arrondissement de Douala 5.

Des questions test à choix multiple ont été proposées aux participants avant pour mesurer le degré de leur connaissance en matière de VIH/SIDA ; Après la sensibilisation ce même test a été refait afin de mesurer les efforts acquis. L'ambiance était bon enfant et nous en voulons pour preuve les nombreuses questions posées par les participants.

Le commentaire que nous pouvons faire est que les connaissances sont certes acquises, mais il y a toujours un manque de confiance quand il faut en parler. Or, l'éducation reste si non le seul, du moins, l'un des moyens pour donner la riposte au VIH/SIDA.

Compte tenu du temps imparti, l'accueil dans les établissements prenait en compte les réalités du moment. Il arrivait à l'équipe d'aller dans les salles de classe ou encore de sensibiliser en pleine cour de récréation. Quelles que soient les circonstances, le message clé portait sur :

- ce qu'est le VIH/SIDA, comment il se transmet, comment il ne se transmet pas,

- comment vivre avec une personne séropositive,
- c'est quoi être séropositif,
- c'est quoi être sidéen, la différence entre VIH et SIDA ;
- la prise des médicaments,
- ce que c'est qu'être indétectable et intransmissible et
- les conditions pour atteindre cet état,
- le cas des femmes séropositives qui allaitent,
- l'utilité du préservatif entre deux personnes séropositives,
- le suivi impératif d'une personne infectée par un personnel de la santé,
- la nécessité de se faire dépister et de connaître son statut,
- la vie et le travail en tant que porteur de virus, etc.

La conclusion portait généralement sur l'interpellation des jeunes à avoir des comportements sexuels responsables, et à se faire dépister, car les personnes dépistées positives à un stade précoce ont une espérance de vie plus longue. Plusieurs jeunes ont été sensibilisés : 10 000 dans l'arrondissement de Douala 1, 500 dans les chefferies traditionnelles de Douala 2, 1200 dans l'arrondissement de Douala 3, et 10 000 aussi dans Douala 5. Soit un total de 22 000 jeunes touchés par cette campagne.



Sensibilisation au collège MALANGUE



Sensibilisation au lycée AKWA



Sensibilisation sur le SIDA à ISTAMA (Ecole de formation professionnelle)



Sensibilisation au Collège de la Perfection



Collège Jean Paul 2 (Douala 5, PK14)



Lycée technique d'AKWA



Collège Franco Arabe (New Bell Douala 2)



II. TRAVAIL AVEC LES ENFANTS A BESOINS SPECIAUX : LE CAS DES ENFANTS PORTEURS DE HANDICAP MENTAL

S'agissant du travail fait avec les enfants vivant avec le handicap mental, AFE a participé aux conférences avec les parents sur le handicap mental, où il a été question de dire aux parents de considérer tout d'abord la personne avant d'associer le handicap.

A cet effet, et à l'occasion du 10^{ème} anniversaire du Foyer soleil Levant situé à LOGBABA, plusieurs activités ont été organisées ainsi qu'une journée d'amitié avec tous les enfants porteurs de handicap et vivant en institution. Cette activité nous a conduit à sensibiliser les populations sur le handicap mental via la radio SWEET FM et la télévision Canal 2.

Un enseignement a été donné aux parents sur le HANDICAP MENTAL. Celui-ci a abordé plusieurs points clefs :

- La compréhension du handicap
- Les types de handicap et leurs caractéristiques
- quelques repères sur le handicap
- La vie avec un enfant porteur de handicap

A la fin de cette formation, nous avons aussi parlé aux parents des bénéfices de la psychomotricité. Autres consignes données aux parents, c'est de toujours sourire avec eux, et être toujours content. L'activité motrice joue sur le psychisme. Ce que nous avons pour vivre et représenter ce qui se passe dans notre tête, c'est notre corps. Le moyen généralement utilisé est le jeu avec un but précis à atteindre.



Des enfants vivant avec le handicap mental

III. ACTIVITES MENEES AVEC LES FEMMES

A. Parents et émi-immigration clandestine

A l'occasion de la fête de la jeunesse, la Présidente de l'AFE a été paneliste à une conférence qui s'est tenue au Centre Culturel Camerounais de Douala. A cet effet, elle a sensibilisé les mamans sur le thème : « **Emi- immigration clandestine : implication des parents, conséquences, conseils et résolutions des mères** », en collaboration avec la **LUCOVIFA** (Association pour la promotion de la lutte contre les violences faites aux femmes et la participation au développement de la femme africaine), le **COFEPRE** (collectif des femmes pour la protection de l'environnement et de l'enfant) ainsi que le Mouvement Camerounais des Mères. (**MCM**). (75 femmes) ont participé à cette activité.

La panéliste à saisi cette occasion pour d'abord définir les concepts clefs, puis mettre en exergue la réalité phénoménale de l'émi-immigration clandestine devenue comme un appât irrésistible pour de nombreux jeunes, ensuite élucider les causes, les conséquences et enfin prodiguer quelques conseils aux mères.

B. Célébration de la Journée Internationale de la Femme(8 mars) S'agissant de la préparation de la journée du 8 mars, la DAPROFF du 5^{ème} arrondissement a organisé et présidé une réunion de lancement à la cité SIC le 24 janvier 2018. Le thème nous a été communiqué à cet effet : « **intensifier la lutte contre les discriminations à l'égard des femmes, renforcer le partenariat pour accélérer le développement durable** ».

Le 7 février, AFE a participé à la réunion départementale pour la préparation de la même journée à la salle de conférence de la Préfecture du WOURI, présidé par Mme le Délégué Départemental pour le MINPROFF.

Dans le cadre des activités menées par l'AFE pour la sensibilisation, environ **300** femmes de la PRESBYTERIAN CHURCH CAMEROON ont été sensibilisées le 13 février à BONABERI (Douala 4). Nous leur avons expliqué que le 8 mars est une journée de mobilisation sociale, d'échanges, de réflexion d'activités culturelles, etc., en lien avec les droits de la femme.

Le 24 février, rencontre avec **100** MABANDA WOMEN pour explication du thème du 8 mars ;

Le 28 février, nous avons participé au lancement de la fête du 8 mars à la Délégation d'Arrondissement du MINPROFF de Douala 5.

Les membres de l'Association Femmes et Enfants ont participé à la grande marche des femmes organisée par la délégation régionale du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille.

Le 4 mars, en collaboration avec l'Association AMCR, (mission de récréation) dans l'arrondissement de Douala 3 au lieu dit PK8, nous avons eu rencontre avec les femmes de l'association et du quartier pour l'explication du thème (100 personnes).

Le 5 mars, à la sous-préfecture de Douala 2, la présidente de l'AFE a présenté le thème : « **cultures traditionnelles et religieuses comme facteurs de discrimination de la femme** ». L'objectif était de montrer que la culture et la religion sont les principaux obstacles qui ont conduit à la marginalisation de la femme depuis les temps anciens. (200 femmes et hommes)

Le 7 mars, nous avons conduit une émission sur le thème : « **Jeune fille comme femme de demain** », à la Radio Véritas. Nous avons parlé de l'égalité de genre, et insisté sur la naissance de tous les êtres humains dans les mêmes conditions et droits, et de la spécificité de la femme comme porteuse de paix, de valeurs sociales et de vie.

Le 8 mars, une causerie éducative a été faite avec le personnel de l'orphelinat Main dans la main sur le thème de la célébration(50 personnes). Il a été surtout question d'insister sur la notion d'égalité et de dépasser les considérations de force pour déceler toutes les situations où les femmes ne jouissent pas pleinement des droits autant que les hommes : (naissance, recrutement, divorce, congés de maternité, violences basées sur le genre, rites de veuves, accès au crédit et à la terre, etc.)

Dans nos recommandations, nous avons insisté sur la solidarité chez les femmes qui doit être renforcée car à bien y regarder, les femmes passent leur temps à lutter entre belles sœurs, avec les concubines de leurs maris, ne cherchent pas à améliorer leurs compétences. Elles doivent pourtant se préparer à de nouveaux défis tels la représentation dans les instances de prise de décision, et surtout dépasser les préjugés sociaux qui veulent que l'ennemie de la femme soit la femme elle-même. Or, nous devons lutter plutôt contre l'ignorance et non contre nos sœurs. Nous devons donc surveiller notre langage, être moins colérique, et tout faire pour promouvoir la paix entre nous, dans nos familles, communautés et nation.

AFE a sensibilisé environ 750 femmes à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme.



Cultures traditionnelles et religieuses comme facteurs de discrimination des femmes.5 mars à New Bell



Marche de la femme Douala, 4 mars

C. La microfinance au service de l'autonomisation des femmes

Du 24 au 31 mars, la présidente de l'Association Femmes et Enfants a participé à la grande rencontre des femmes camerounaises et du Monde (GREFC-MD) à Cotonou au Bénin et l'occasion lui a été donnée de présenter un exposé sur l'importance de l'éducation à la sexualité dans les familles.



COTONOU – BENIN 29 MARS 2018 « la micro finance au service de l'entrepreneuriat féminin »



D.Célébration de la famille : Familles camerounaises, paix et stabilité sociale

Au mois de mai le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille a organisé une journée de causerie à l'occasion de la journée des familles. Les

femmes de tous les arrondissements de la ville se sont réunies pour des causeries éducatives portant sur le thème : « familles camerounaises, paix et stabilité sociale ». Sous la houlette de Madame le Déléguée du MINPROFF, les enseignements du jour ont porté sur :

- La famille et l'éducation à la citoyenneté,
- Famille et la santé de la Reproduction ;
- Famille et réseaux sociaux.

E. Jours d'activisme contre les violences faites aux femmes.

- L'Association Femmes et Enfants n'est pas restée insensible à cette célébration. Avec la DAPROFF de Douala 5, nous avons eu à débattre sur le thème : « **lutte contre les violences faites aux filles et aux femmes ; prêter une oreille attentive aux souffrances des survivantes.** »
- Ce thème a été bien choisi pour notre contexte camerounais dans la mesure où prêter l'oreille attentive aux souffrances des survivantes, ne concerne pas uniquement les femmes du Nord et Sud-Ouest, mais aussi nos sœurs revenues du KOWEIT et de LYBIE, après avoir connu des souffrances atroces.
- L'AFE a présenté un exposé aux membres des Associations du Réseau des femmes de Douala 5. (22 femmes)

VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE ET ODD

- ✚ Selon les Nations Unies, « les violences contre les femmes désignent tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la contrainte ou la privation de liberté que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée ».
- ✚ On peut y ajouter les violences économiques (privations, vols, spoliation) et sociales (exclusion, discrimination). Les violences concernant directement ou indirectement toutes les femmes dans le monde. Les termes « violences sexistes » et violence à l'égard des femmes sont

fréquemment utilisées dans les textes ou par les défenseurs des droits de l'homme.

- ✚ Les causes des violences contre les femmes proviennent de l'inégalité des sexes et de la discrimination à l'égard de celles-ci. Les facteurs sont de plusieurs ordres : individuel, familial, communautaire et sociétal (y compris institutionnel et étatique) qui concourent à augmenter les risques de violences à l'égard des femmes tel qu'un faible niveau d'éducation, le fait d'avoir été victime de mauvais traitement dans l'enfance, ou l'absence de perspectives économique.
- ✚ Les conséquences de ces violences sont multiples, notamment sur la santé physique et mentale des femmes, sur leur capacité à entrer et à rester sur le marché du travail et sur leur socialisation.
- ✚ La violence contre les femmes a un effet négatif sur le développement humain, social et économique d'un pays. Elle freine les initiatives en matière de réduction de la pauvreté et a des conséquences intergénérationnelles.
- ✚ S'agissant des Objectifs de Développement Durable, les violences contre les femmes sont mentionnées dans deux cibles
- ✚ 5.2- Eliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes, aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation.
- ✚ 5.3- Eliminer toutes les pratiques préjudiciables telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé, les mutilations génitales féminines. Dans le monde du travail, les femmes sont partout et l'égalité nulle part ; or pour comprendre le statut social de la femme et de l'homme dans la société, le travail reste une grille de lecture essentielle. Pour ce faire, la femme doit lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes.
- ✚ Nous avons en plus de ce qui a été dit plus haut, insister sur l'objectif du développement durable 4 qui dit : « d'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile.

- ✚ D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire.
- ✚ Cette causerie a lieu elle aussi au Centre de Formation Professionnelle du MINPROFF d'AKWA. (125 apprenants) et aussi au Collège la Perfection où 500 filles ont été sensibilisées durant les 16 jours.
- ✚ **Au total, nous avons touché environ 640 personnes.**



Collège de la Perfection : lutter contre la stigmatisation de la jeune fille

F. LA JOURNÉE DE LA FEMME RURALE

Le 15 octobre, le Cameroun s'est joint à la communauté internationale pour célébrer la femme rurale. Le climat électoral au Cameroun n'a pas permis de la célébrer à temps cette année. Elle a été reportée au 10 novembre à

DIBEN un arrondissement du département du NKAM, dans la région du Littoral. 5 femmes ont représenté le réseau des associations féminines de l'arrondissement de Douala 5. La cérémonie a été présidée par le gouverneur de la région. Tous les départements de la Région étaient représentés. Les activités ont porté sur la visite du village et la remise des dons à 5 arrondissements (brouettes, limes, etc.), sans oublier les intrants.

Le discours de la représentante des femmes rurales a été très touchant. Elle a relevé toutes les difficultés auxquelles elles sont confrontées qui sont entre autres : l'absence des routes pour écouler leurs produits dans les villes avoisinantes, l'accès aux soins de santé, les problèmes de crédit et le manque de soutien éducatif pour leurs enfants. La femme rurale en général vit au jour le jour. Elle a en outre demandé aux autorités administratives de les soutenir et de leur porter une attention particulière. La prochaine édition se tiendra à EDEA.

IV. ACTIVITES MENEES EN COLLABORATION AVEC LES AUTRES

ACTEURS ET OSC

Au cours de l'année 2018, AFE n'a pas évolué en vase clos. Elle a travaillé de concert avec plusieurs organisations de la société civile.

A. Gouvernance locale, décentralisation et BIP

En février s'est tenu dans les locaux de l'hôtel LEWAT, un café débat sur le thème :« **Gouvernance locale, décentralisation et BIP** ». En d'autres termes, il s'agissait de montrer comment le BIP (budget d'investissement public) peut dans une décentralisation effective améliorer la gouvernance au niveau local et parallèlement renforcer le vivre ensemble.

Celui-ci a été organisé dans la cadre du projet INCRED (Initiative Citoyenne pour le Renforcement de la Démocratie) de l'ONG Un Monde Avenir.

Des personnes ressources de haute facture ont été des panélistes :

- M. Claude ABE : professeur à l'université Catholique d'Afrique Centrale ;
- Mme Marlyse Douala BELL : Député RDPC (empêchée) ;
- M. Cyrille BAKA : vice président UDC.
- M. Gustave AZEBAZE/ Journaliste/modérateur.

B. Evaluation participative sur le genre, l'âge et la diversité avec l'UNHCR

Du 20 au 22 février 2018, l'AFE a participé à la rencontre organisée par UNHCR à Douala, en vue de l'évaluation participative sur le genre, l'âge et la diversité. (AGDM). L'UNHCR a reçu environ 10966 personnes ressortissantes de 30 pays : ces personnes ont été écoutées, les risques ont été détectés, et leur participation a été sollicitée. Les différents partenaires ont été impliqués dans la recherche des solutions aux problèmes rencontrés par les réfugiés : en outre, un plan d'action a été élaboré avec en priorité l'autonomisation des personnes réfugiées dans leurs différents milieux de vie, l'éducation, la santé, leurs problèmes juridiques, etc.

A la suite, on est revenu sur les mandats du HCR, la recherche des solutions durables et la protection des réfugiés.

- Rencontre avec les points focaux genre à la salle des actes MINPROFF de BONANJO le 8 février ;
- Réunion point focal genre au MINPROFF le 22 février à 12h.

C. Encadrement des femmes en politique

Le 1^{er} juin, nous avons participé à l'Hôtel Lumière (AKWA) à une rencontre dont le thème portait sur l'encadrement des femmes en politique. Cette rencontre a eu lieu sous le parrainage du Maire de Douala 3^{ème}. L'objectif était de susciter chez les femmes plus d'engagement en politique, par la promotion des femmes ; il s'est agi de leur donner les conditions de constitution d'un dossier de candidature au Cameroun, de comment lever les fonds pour mener une campagne électorale efficace, de communiquer et de mobiliser les femmes pour une campagne électorale efficace. Tout le

monde doit s'engager en politique et surtout la femme car, c'est elle qui subit la mauvaise gouvernance dans le pays. Elle a de multiples rôles qu'elle joue dans la société. Si les 51% de femmes au Cameroun s'impliquent véritablement, c'est-à-dire prennent les décisions d'aller voter, ou de donner leur point de vue, beaucoup de choses vont changer.

D. Les violences électorales, comportements et facteurs conflictogènes : enjeux de la prévention des risques »

Le 27 juin à la salle du MINPROFF, sise à BONANJO, nous avons participé à un atelier de formation des membres du COPIL de la plateforme : « **Femmes camerounaises pour des élections pacifiques** » et des coordonnateurs régionaux de la cellule d'alerte et de veille sur le thème : « **les violences électorales, comportements et facteurs conflictogènes : enjeux de la prévention des risques** », organisé par **WILPF CAMEROUN**.

L'objectif global de cet atelier était d'imprégner les membres de la plateforme des comportements et facteurs conflictogènes ainsi que les dérives observées en vue de la prévention des violences électorales et la préservation de la paix.

Les objectifs spécifiques étaient :

- L'identification des comportements et facteurs conflictogènes notamment en période électorale ;
- Proposition des solutions pour les types de violence observées ;
- Elaboration des directives de l'observateur des violences électorales.

1. Atelier de formation des observateurs et observatrices des violences électorales

Les 10 et 11 Août 2018, nous avons participé à Douala/BONANJO, salle de conférence du MINPROFF, à un deuxième atelier de formation des observatrices et des observateurs de violences électorales.

L'objectif global était de renforcer les connaissances et les capacités des membres des OSC partenaires afin qu'ils soient dotés des outils et techniques essentiels et indispensables pour une observation électorale crédible et paisible.

Les objectifs spécifiques étaient :

- Sensibiliser les membres des OSC (observateurs) sur leur rôle dans la conduite et la surveillance (l'observation) de processus électoraux jugés paisibles, libres, crédibles et transparentes ;
 - Contribuer à renforcer les capacités des OSC sur les normes en matière d'observation électorale ;
 - Planifier et organiser avec les membres des OSC le travail d'équipe relatif à l'observation et la prévention des violences lors de l'élection présidentielle du 07 octobre ;
 - Renforcer les capacités des membres des OSC sur le rapportage d'une observation électorale.
- Le 22 août 2018, une causerie éducative a été organisée avec les enfants déplacés et malades à BONABERI. 23 enfants ont été entretenus et formés à la résilience. Compte tenu du manque de moyen, nous avons juste survolé cette aide psychologique qui doit être apportée aux enfants en détresse. Les problèmes de sexualité ont été aussi abordés pendant cette causerie.

2. Le vote comme moyen d'amélioration de la gouvernance politique

Le 14 septembre 2018, à l'Hôtel Akwa Palace, s'est tenu un café-débat sur :

« **Le vote comme moyen d'amélioration de la gouvernance politique** », à l'occasion de la Journée Internationale de la Démocratie.

A cet effet, M. Charly Gabriel MBOCK a présenté un exposé sur le thème

« **Participation massive aux élections : quel impact pour quels résultats** ».

Il a insisté sur la notion d'élection, en disant que toute élection = sélection, car élire a déjà lire ; savoir lire = distinguer, composer et avoir du discernement.

Le vote est la clé de voute du processus électoral. Il s'agit de mettre l'individu pour qu'il s'assume dans l'expression de son choix. L'effet de foule est désastreux sur l'individu, individu à qui on a reconnu un droit de cité. Quand on a voix au chapitre, on s'assume.

Le second paneliste journaliste au quotidien KALARA, a parlé de comment l'action des médias peut renforcer la participation aux élections, et par quelle stratégie cette action peut apporter une crédibilité aux élections. Pour lui, les médias doivent avoir une approche commune, s'entendre sur un fil conducteur, afin que le citoyen soit bien informé sur les enjeux.

Pour Marlyse DOUALA BELL, député, du RDPC (parti au pouvoir) voter, c'est agir. Quand vous votez, vous refusez qu'on prenne des décisions à votre place. L'électeur c'est celui qui exerce son droit de vote.

3. Atelier de présentation de la revue trimestrielle des activités de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile juvénile dans le Littoral

Le 20 et 21 septembre, nous avons participé à l'atelier de présentation de la revue trimestrielle des activités de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile juvénile dans le littoral. L'objectif de cet atelier, était de donner la parole au comité chargé d'élaborer les stratégies, de promouvoir l'harmonie, l'intégration et la synergie afin de :

- Assurer la prise en compte de la dimension multiculturelle ;
- Mobiliser les acteurs,
- Prise en compte de la planification et budgétisation sectorielle.

Selon le Dr **Monique EPOH**, responsable de la santé de la reproduction dans la Région du Littoral, l'objectif global de l'atelier est de réaliser la mise en œuvre des attributions du comité.

Il s'est agi dans l'ensemble de trouver des solutions aux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre et surtout de lever les goulots d'étranglement. On a aussi relevé un faible taux de fréquentation des formations sanitaires, et la prise tardive par les populations de la décision de se rendre à l'hôpital. Mais avant tout, un état de personnel a été fait pour la Région du Littoral.

Entre autres, on a noté une insuffisance en Ressources Humaines, une insuffisance de supervision intégrée, et une coordination insuffisante des activités de santé maternelle, sans oublier la faible fréquentation de service.

En définitive, on a relevé que la cible (jeunesse) a un problème par rapport aux formations sanitaires. Les jeunes ne veulent pas aller à l'hôpital, car ont peur du manque de discrétion du personnel hospitalier. Dans ces conditions, trouver les méthodes et développer les stratégies pour les convaincre est une autre problématique. Par ailleurs, l'hôpital n'a pas été fait spécialement pour les jeunes. Ils veulent consulter mais en cachette. La recommandation faite aux formations sanitaires dans ce cas, est d'avoir des espaces pour jeunes.

Les participants ont été également édifiés sur le BUNEC (Bureau National de l'Etat Civil) qui a présenté son bilan sur la situation des enregistrements des faits d'Etat-civil et autre statistique.

Il a pour mission de distribuer des registres dans les centres d'Etat civil du Cameroun et dans les 4 départements pour ce qui est de la région du Littoral ; en outre, le BUNEC :

- Organise les sessions de renforcement des capacités ;
- Sensibilise les acteurs d'Etat-Civil dans les quartiers et aussi par voie de radio ;
- Recense les personnes n'ayant pas d'actes de naissance
- Actualise les centres d'Etat civil de la région.

4. Journée de réflexion sur les Droits des Enfants

The session started at about 2:30 pm with the presentation of the association by Mrs. SENDE Dora who gave us the aim of the collective of women for the protection of the environment and the child. It has as aim to promote parity

and a society of information through education; through the coalition of associations, they strive to protect children against child abuse. With that, she ended her welcome speech by handing over floor to Mr. TSAPI Roland, the consultant of the day from Article 55.

Before we started the workshop, we saw the presence of representatives from: UN monde Avenir, Women International league for peace and freedom, Association Femmes et Enfants and LUCOVIFA. Shortly after the presentations, we were then separated in 2 groups to work on the themes pertinent to the targeted group which of course are children.

Theme 1: Children related to armed conflicts and

Theme 2: The drifts of ICT on children: are they victims or actors?

5. Participation à la rencontre d'information sur PROCIVIS

The session began at about 10 am with the presentation of officials working under the program in the persons of Mr. Francis S., Mr. Damian, Mr. Emmanuel

D. and other actors like Mrs. NKONGO MBAPPE of BUNEC LITTORAL REGION, Mrs. KWEDI OLGA, Chief of Service in Charge of the Civil Status at the Ministry of Decentralization and Local Development and lastly Mr. ABDUL KAREEM, Director of Public Liberties at the Ministry of Territorial Administration. This was closely followed by presentations of all representatives of the different civil society organizations present. The aim of the workshop was to educate the various civil society organizations about the program PROCIVIS, its offers and its components.

PROCIVIS seeks to manage two broad fields which are; the civil society and the civil status registry. With the former, the program has as aim of strengthening them (CSOs) in democratic governance and enforcing their links with government bodies so as bring about changes. On the other hand, the program expects civil status registration services to increase the access to the population. How can this be done? This is through the collaboration of CSOs as well as the National Civil Status Bureau. Thus, it is important to note that the program uses different channels that are expected to work in

collaboration to enhance the effective running of the said project within a period of 4 years.

6. Séminaire atelier sur la médiation avec ONU FEMMES

L'association Femmes et Enfants a été invité par ONU FEMMES du 13 au 15 NOVEMBRE à l'hôtel la Falaise pour un atelier de renforcement de capacité des femmes leaders dans la médiation. L'atelier regroupait les femmes venues du Nord et Sud-Ouest, ainsi que quelques dames leaders des OSC et journalistes de la Région du Littoral. Ces ateliers ont été organisés sous la houlette de Mme MAKOTA Déléguée Régionale du MINPROFF. Celle-ci dans son propos introductif n'a pas manqué de faire une allusion à WILFP

CAMEROON et surtout pour le combat qu'elle mène avec la Résolution 1325. Il s'agit de faire des femmes des médiatrices avant pendant et après les conflits. S'agissant du cas du Nord et Sud-Ouest, il s'agit de prévenir la crise et de construire la paix.

Le premier exercice était de savoir quelles sont les facteurs qui favorisent la paix aussi bien au niveau de la famille, de la communauté que du pays.

Deuxième exercice : hommes et femmes sont-ils égaux en famille ? En société ? Dire la différence entre hommes et femmes ? Quels sont leurs rôles dans la communauté et dans le pays ?

Autres temps forts : Quelles en sont les causes ? Les violences culturelles et structurelles nous amène aux violences directes.

Dernier temps fort, nous avons analysé le conflit : les racines des causes du conflit dans les communautés, les caractéristiques d'un bon médiateur et puis les violences basées sur le genre.

7. Activités de formation/renforcement des capacités

organisées par AFE

Les formations et renforcement des capacités des acteurs constituent une stratégie incontestable d'intervention. Dans cette perspective, AFE a réalisé un certain nombre d'opérations présentées ci-dessous.

a. Projet SIMO avec IMA

Formation des jeunes en collaboration avec IMA sur le projet SIMO (suivre, informer, mobiliser les jeunes sur le processus électoral) en communication sociale.

b. Formation de 10 animateurs du MINJEC

En Avril, l'Association Femmes et Enfants a eu à former 10 animateurs :EMAPUR (EQUIPE MOBILE D'ANIMATION POPULAIRE URBAINE ET RURALE) des Arrondissements de Douala 1^{er} et 5^{ème} en partenariat avec les Délégations d'arrondissement de la Jeunesse et Education Civique.

Ces formations ont eu lieu dans le but de sensibiliser les jeunes à bien se tenir pendant les vacances. Ainsi, les jeunes des quartiers NGOMBE, SOBIKAGO, LOGPOM NGOMA, ont été sensibilisés aux conseils pour les vacances sans oublier les jeunes filles et garçons du Collège Saint Joseph de PK10.

c. Formation des jeunes filles Leaders à la PF

En juillet, une rencontre a eu lieu avec les leaders des associations des jeunes filles pour une formation en planification familiale le 11 juillet à l'occasion de la journée mondiale du PF.

d. Formation de 33 cadres des DAJEC 1 et 5 à la sensibilisation du SIDA

Il s'agissait de la formation des formateurs destinée aux cadres du MINJEC et des EMAPUR. Au total 33 personnes ont été formées,



Collège Saint Thomas de PK10 (Douala 5)

RAPPORT D'ACTIVITE

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS OBTENUS ET LEÇONS APPRISES

Cette deuxième partie qui intervient à la suite de la narration des réalisations, se veut plus analytique afin de jeter plus de lumière sur les retombées des actions menées. A vrai dire, nos interventions seraient vaines si elles ne produisaient aucune transformation sociale.

Ainsi, cette partie est organisée autour de trois principaux centres d'intérêt : les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, les constats et les nouveaux défis.

I. LES PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

Ce point met en exergue les retombées des actions menées au cours de l'année 2018. Elles sont organisées autour de certains éléments clefs.

A. Les institutions et organisations de plus en plus réceptives

Les écoles, les lycées, les collèges, les institutions de formation supérieure, les centres de formation professionnelle, les églises ouvrent de plus en plus leurs portes au staff de l'AFE. Les femmes ne sont pas en reste. Ce qui n'a pas toujours le cas. C'est la preuve de la sensibilité de la société à la cause que nous défendons au regard de son bien-fondé.

B. Collaboration améliorée avec les pouvoirs publics

Les services déconcentrés de l'état, particulièrement ceux qui sont dans le domaine d'expertise d'AFE collaborent de plus en plus avec elle : MINJEC, MINSANTE, MINPROFF, MINESEC et MINEFOP.

Cette collaboration bien qu'insuffisante, apporte plus de crédibilité à nos actions en même temps qu'elle nous ouvre plus de portes. En effet, N'Éut été l'intervention de certains sectoriels au niveau des collèges, nous n'y aurions jamais accès.

C. Un nombre de plus en plus important et diversifié de la cible

Au fil du temps, le nombre de nos cibles ne cesse de se diversifier. Comme en témoignent les catégories ci-dessous.

- Les jeunes filles et garçons : plus de 40 000 ont été touchés directement cette année ;
- Les femmes, il s'agit des femmes au foyer ou non qui de plus en plus, nous approchent pour des problèmes au sein de leur famille ;
- Trente-trois (33) formateurs des formateurs formés pour le compte du MINJEC.
- Quinze (15) filles leaders sur la planification familiale ;
- Les responsables d'établissements (écoles, collèges, lycées, hôpital) se montrent très intéressés par nos prestations auprès des jeunes

D. Intérêt accru pour les questions touchant à la sexualité

De plus en plus dans les écoles et les établissements, les séances de sensibilisation sur la santé sexuelle et de reproduction sont assez courues par les élèves, preuve de l'intérêt porté à la question.



En haut causerie dans une salle de classe, en bas, séance d'écoute



Les statistiques en disent long. Au cours de l'année 2018, nous avons eu environ **1000 demandes de conseils contre 850 en 2017, 900 textos SMS + whatsapp, contre 770 l'année précédente, et 300 appels contre 175 l'année dernière.** C'est une preuve que l'intérêt des causeries éducatives va grandissant auprès des jeunes.

Généralement, les questions sont portées sur des problèmes de santé génésique. Les séances d'écoute, les questions posées via SMS ou Whatsapp sont des occasions de découvrir le manque d'information qui existe en matière de santé sexuelle. Tout est occasion pour nous de rappeler aux jeunes que le lieu où ils doivent aller par excellence reste les formations sanitaires. On ne peut pas, rien qu'à la description des pertes blanches, des démangeaisons, des préservatifs restés dans le vagin, des saignements intermittents pendant les règles etc., donner un diagnostic. Il faut consulter et faire des prélèvements urétraux, vaginaux ou sanguins.

E. Reconnaissances internationales

La Présidente de l'AFE à travers sa présence effective sur le terrain a été auréolée de deux distinctions internationales par sa cooptation comme membre à **International AIDS Society** depuis juillet 2018, une plateforme mondiale des acteurs du SIDA. Il en est de même pour **WomenThrive, Word Pulse**, deux associations qui travaillent à amplifier les voix des femmes par la communication, le renforcement des capacités et autres.

II. DIFFICULTES RENCONTREES

Le travail d'AFE pour l'année 2018 n'a pas été sans difficultés. Elles ont plutôt été nombreuses et se situent à plusieurs niveaux.

A. Prise en charge des prestations notamment des formations

Beaucoup de personnes ont besoin de se former dans nos domaines d'expertise notamment l'éducation à la sexualité dans la famille, le dialogue avec les enfants, la gestion des conflits. Mais ne veulent ou ne peuvent pas supporter les charges y afférentes.

B. Difficulté à mettre en place une équipe et la stabiliser

L'une de nos grandes difficultés est celle du manque de ressources humaines disponibles : les personnes acceptent d'être formées mais ne se mettent pas suffisamment à la disposition de l'association. Certains manquent de temps, d'autres sont étudiants, mais au fond, il y a un manque de motivation.

C. Difficultés à mettre en place des clubs d'action / animations sur la vie et l'amour

L'une de nos préoccupations est de créer dans des écoles et collèges des cadres permettant aux jeunes de s'auto sensibiliser et s'éduquer. Nous rencontrons la difficulté de la création ou de la mise sur pied des clubs d'Education à la Vie et à l'Amour. Certains établissements nous donnent un temps de réflexion assez long et d'autres veulent que ce soient leurs clubs santé qui soient renforcés.

D. Manque criard de ressources financières

Le problème crucial reste et demeure le problème de transport. Se déplacer dans la ville est un véritable parcours du combattant. Pour gagner en temps et arriver à l'heure, nous prenons des motos avec tous les risques que cela comporte. Cette situation fragilise notre matériel de travail et nous sommes obligés de le renouveler à chaque fois. Comment protéger les boîtes à images et le vidéoprojecteur sur une moto ? En outre, le milieu de travail est très changeant, et varie d'un lieu à un autre. Parfois, il faut aller dans plusieurs salles de classe pour un même discours, ou bien il n'y a pas d'électricité ; il y a toujours une raison qui nous empêche d'atteindre nos objectifs.

E. La prévalence des préjugés

Les problèmes de stéréotypes, de mentalité difficile à changer reste aussi une très grande difficulté dans notre travail ; les habitudes ont la peau dure, c'est vrai. Notre défi reste de susciter en l'enfant ou aux jeunes que nous formons, un esprit critique.

F. Faible sensibilité des entreprises

Tout comme l'année dernière, nous n'arrivons pas toujours à intéresser les entreprises citoyennes à se rallier à la cause qui nous intéresse tant, à savoir l'éducation sexuelle des jeunes. Pourtant de plus en plus, de nombreuses entreprises, dans leur élan citoyen viennent en appui à des organisations.

G. Les questions d'identité genre et d'orientation sexuelle en milieu scolaire

Les problèmes d'homosexualité et de drogue en milieu scolaire continuent de se poser à nous, mais nous manquons vraiment d'expérience en la matière et ne savons ni vers qui, ni comment orienter les jeunes à mieux se pourvoir. Un réel besoin en formation s'impose pour les membres de notre association.

H. Difficulté de publication et de diffusion

Notre journal « ma sexualité j'en parle » n'a pas pu paraître cette année comme escompté pour défaut de financement.

- Les problèmes qui nous sont posés ne font pas toujours partie de notre champ d'action.
- Pour certaines institutions partenaires et/ou usagers, nous devons ajouter d'autres aspects dans nos activités telle la protection des personnes âgées, l'environnement, etc.
- S'agissant des enfants porteurs de handicap mental, le besoin qui s'impose c'est la location d'un lieu où les parents puissent venir travailler avec leurs enfants malades.
- Par ailleurs, les partenariats entre OSC ne sont pas toujours équitables car beaucoup jouent et ne veulent pas participer financièrement. La collaboration avec les Ministères reste aussi très mitigée, car les délégations se plaignent toujours du manque du budget et ne participent pas financièrement aux activités.
- Enfin, nos activités ne sont pas tellement médiatisées par les journaux de la presse écrite, les télévisions parce qu'à chaque moment, il faut payer.

III. Les constats et nouveaux défis

Nous distinguons les défis liés à l'environnement socioculturel et politique et ceux liés au fonctionnement de l'organisation.

A. Défis liés au contexte socioculturel et politique

- **L'autonomisation des femmes**: les femmes camerounaises contribuent elles aussi à la survie économique de leur communauté et à la croissance de leur pays par l'accomplissement d'emplois et d'activités dans des secteurs peu valorisés (travaux domestiques, économie informelle...). Malgré tout ceci, elles restent toujours pauvres. Elles sont généralement privées d'accès au patrimoine, au crédit et à toute forme d'assurance sociale. On a besoin de favoriser leur autonomisation économique en levant toutes les barrières et autres pesanteurs traditionnelles et culturelles qui continuent à la maintenir

au grade d'être inférieur. L'impact social de cette autonomisation doit améliorer les conditions de vie de la famille et pourrait même exercer une influence sur leur pouvoir de décision tant au niveau de la famille, de la communauté que du pays. L'autonomie peut aussi permettre aux femmes de rééquilibrer les relations entre les hommes et les femmes.

- **L'éducation** : Eduquer, c'est libérer la parole et la pensée des populations. L'éducation permet l'expression d'interrogations légitimes, la liberté de penser, le respect des valeurs personnelles et l'épanouissement dans la relation à l'autre. C'est la raison pour laquelle on doit éduquer tout le monde et surtout la jeune fille. Pour plus de justice, on gagnerait à donner aux filles les moyens d'accéder à l'éducation et de relever les taux d'alphabétisation des femmes. L'éducation est aussi le moyen d'accroître la participation des femmes dans la population active et renforcer les politiques en matière d'emploi en faveur des femmes, d'améliorer l'accès des femmes au crédit.

Enfin, il faut promouvoir les droits et la participation des femmes dans la vie politique sans oublier d'élargir les programmes sur la santé reproductive, ainsi que les politiques d'aide à la famille.

- **Les discriminations liées au sexe** : les filles sont largement plus nombreuses que les garçons dans le primaire et le secondaire. Mais on les retrouve difficilement au supérieur ; et si oui, c'est rarement dans les séries dites scientifiques. On les encourage à s'inscrire dans les séries littéraires, en vue de favoriser rapidement leur insertion dans la vie sociale. Les femmes ont beaucoup de mal à se faire recruter du fait de leur futur maternité, et il arrive qu'on leur fasse signer des engagements pour s'abstenir de faire des enfants avant une certaine période. Parce que la femme est appelée qu'on le veule ou pas à fonder une famille, il faudrait : renforcer les programmes de nutrition, de prévention des maladies et de santé maternelle ; améliorer l'éducation et les connaissances de base des femmes et des jeunes filles et enfin, accroître l'accès des femmes au crédit et aux opportunités économiques.

- **L'accès aux soins de santé** : le taux de mortalité infantile et materno juvénile reste encore élevé dans notre pays. Une politique de sensibilisation et d'encouragement des femmes en âge de procréer, à fréquenter les formations sanitaires s'imposent. L'Etat camerounais gagnerait par des subventions, à renforcer les capacités des centres médicaux privés pour un meilleur suivi des femmes. La santé maternelle reste un véritable défi, car il va falloir non seulement lutter contre l'ignorance, mais aussi intégrer les hommes qui se sentent parfois mis à l'écart du processus du suivi des visites prénatales. Les habitudes ont la peau dure, c'est vrai, mais nous devons nous rendre à l'évidence. Les hommes ont une part importante à jouer dans la formation d'un enfant.

B. Défis liés au travail d'AFE

1. Le fonctionnement de l'organisation

L'AFE a fonctionné cette année sans subvention ; la volonté seule ne suffit pas. Nous avons besoin des moyens aussi bien matériels qu'humains. Le manque de ces ressources principales ne nous permet pas de donner le meilleur de nous-mêmes. Les cotisations des membres et les aides sporadiques reçus des amis et autres bienfaiteurs ne peuvent pas nous permettre de véritablement décoller. Nous avons donc besoin des personnes et autres entreprises citoyennes qui peuvent nous aider à atteindre notre plein potentiel.

2. Le renforcement des capacités

Au rang de nos soucis majeur, la problématique du renforcement des capacités figure en bonne place. En effet, Les choses changent très vite et les vérités d'hier sont devenues les mensonges d'aujourd'hui. Le personnel de AFE a besoin que ses connaissances soient mise à jour afin de faire face aux multiples questions que les jeunes posent pendant les sensibilisations et qui sont vraiment pertinentes. Nos besoins en formation sont grands. Nous espérons pouvoir compter sur vous dans le but d'améliorer nos performances sur le terrain.

3. La non prise en compte de notre activité

Comme les années précédentes, nous n'avons pas pu avoir de visa alors que nous avons été invités à la 22^{ème} Conférence Internationale sur le SIDA qui devait se tenir à Amsterdam en HOLLANDE. Il en est de même pour cet échec auprès de l'Ambassade d'Espagne pour le Portugal ou nous avons été invités à partager notre expérience sur le travail de terrain avec les autres.

RAPPORT D'ACTIVITES 2018